

Marie Denis

## Le féminisme aujourd'hui en Belgique

Si notre lutte ressemble à une guérilla, ce n'est pas de notre part « manque d'esprit de synthèse ». Toutes, nous subissons, mais de manière diverse, la loi de la différence entre les hommes et les femmes. Toutes, nous en éprouvons la fausseté, l'injustice. Mais cette loi a des racines si variées, si enchevêtrées, qu'il nous a été jusqu'ici impossible de la mettre entièrement à nu afin de l'extirper définitivement. Ils nous faut donc combattre sur plusieurs fronts; d'où une certaine déperdition des forces, un manque d'unité apparente, parfois même des tactiques et des options qui semblent se contredire. C'est pourquoi nous ne savons pas toujours où nous en sommes, des troupes nous échappent et d'autres se rallient soudain en grand nombre sans qu'il nous soit possible de faire le bilan de nos avances et reculs. Toutefois, nous sommes certaines aujourd'hui de ne plus nous « laisser avoir » parce que nous avons acquis une connaissance plus exacte des pièges qui nous sont tendus et dans lesquels sont tombées certaines d'entre nous au cours d'un combat long déjà de plusieurs siècles.

### I. Le féminisme, arme totale

Depuis très longtemps, des voix féminines se sont élevées pour exprimer l'intolérable. Depuis un siècle environ, on voit se dessiner un *mouvement féministe*. Les écrits et la biographie des pionnières du féminisme sont aujourd'hui réédités, soit par les mouvements eux-mêmes, soit grâce à un engouement culturel et commercial pour tout ce qui peut piquer la curiosité d'une société de l'ennui : cette récupération socio-culturelle risque de désamorcer notre combat, à moins que nous ayons l'intelligence de l'utiliser comme un outil de propagande payé par l'adversaire.

Dès le début du féminisme apparaissent les diverses tendances ou branches du mouvement, telles qu'elles existent encore aujourd'hui, en Belgique notamment. On pourrait dire que le féminisme appartient à deux grandes familles assez différentes mais unies fidèlement par un mariage de raison — ou d'instinct : comme dans tout mariage, ces deux motifs se joignent ou se relaient pour consolider l'union. — *L'une de ces familles milite pour l'intégration des femmes dans la société*, pour y obtenir des droits égaux à ceux des hommes. Qu'on les ait nommées ironiquement suffragettes n'a pas empêché nos aînées anglaises de lutter d'une manière intelligente et efficace. L'ironie sert souvent à masquer le bien-fondé de la revendication. Ce qui était vraiment d'une ironie de mauvais goût, c'est d'appeler suffrage universel celui des hommes seuls ! La lutte pour le droit de vote fut longue et n'eut pas l'efficacité espérée puisque nous nous retrouvons électrices majoritaires mais élues à des taux insignifiants. Cette expérience, et d'autres, nous prouvent aujourd'hui que du droit sur papier à la pratique efficace il y a un monde. Quelle lutte ne fut-elle pas nécessaire, malgré les droits écrits (ou les non-droits non écrits) pour entrer à l'université, comme étudiante d'abord,

comme professeur ensuite. Quelle ne fut pas la tempête au Palais de Justice de Bruxelles, lorsqu'en 1888, Marie Popelin voulut prêter le serment d'avocat ! « Le jour où la femme entrera dans l'Ordre, l'Ordre des avocats aura cessé d'exister » a déclaré le procureur général, tandis que le procureur général à la cour de cassation exprimait sa crainte de « voir froissées à tout instant cette réserve discrète, cette délicatesse de sentiments, de langage et de formes qui font le charme et la dignité de votre sexe ». Aujourd'hui, ces fleurs de langage ont disparu mais le sentiment demeure : il y a des domaines qui sont « chasse gardée », sous des prétextes souvent désuets mais qui restent la lettre du règlement : la femme ne peut accéder à la Commission des Monuments et des Sites parce que ce travail requiert de grimper sur des échafaudages... La météorologie a aussi ses « dangers », de même que la Société nationale des Chemins de fer, l'imprimerie, l'inspection des denrées alimentaires, etc. Les professions libérales sont devenues accessibles probablement parce qu'elles sont moins hiérarchisées; mais dès qu'il s'agit de cadres, donc de situations d'inférieurs et de supérieurs, les femmes restent au bas de l'échelle, quels que soient leurs diplômes et qualifications. Quant aux droits acquis sur le papier, notamment certains droits civils, personne ne s'occupe de les mettre en pratique ou d'en tirer les conséquences, même pas les intéressées, qu'une tradition encore solide maintient dans l'ignorance de ces questions. Les militantes qui luttent pour la juste place de la femme dans la société ont donc une œuvre lourde et longue à accomplir.

— *Une autre branche du féminisme*, lassée à l'avance d'une lutte si obscure et longue, mais surtout consciente des tares fondamentales de notre société, se donne pour objectif de saper les fondements mêmes de l'organisation hiérarchique de celle-ci. Ces militantes pensent que c'est précisément parce que femmes, c'est-à-dire situées toutes parmi les éléments qui forment la base (muette et passive) sur laquelle repose tout l'édifice, que nous sommes les mieux placées pour démanteler cette organisation et la reconstruire tout autrement.

Dès la Révolution française, des femmes étaient présentes pour dire « Liberté, Egalité, Fraternité ». Elles ne se sont pas révoltées — ou pas seulement en union avec les hommes de leur classe mais pour elles-mêmes, pour leur droit à la parole révolutionnaire et à la participation personnelle à la société nouvelle qui en serait sortie. A chaque poussée de la révolution socialiste, des femmes ont parlé de manière spécifique des problèmes dus à la condition qui leur était faite dans la société précédente; ces femmes ont décrit le changement culturel ou de mœurs qui devait accompagner la révolution économique afin que celle-ci soit efficace pour les femmes. La plupart des mouvements féministes aujourd'hui se rattachent à ce courant de pensée; les uns mettent davantage l'accent sur la révolution socialiste proprement dite avec une attention vigilante des femmes à leurs propres problèmes; les autres

mettent en avant la révolution culturelle, particulièrement celle des rapports de force au sein de la famille, comme base même de la libération des femmes.

— *Le combat des femmes ouvrières* est à la fois plus urgent, plus précis et cependant plus difficile à situer. Les travailleuses militent pour leur classe et dans la situation concrète d'aujourd'hui : pour tous, elles exigent de meilleures conditions de travail, un meilleur salaire; leur lutte particulière n'est pas encore très organisée ni formulée, faute de temps disponible (toutes font une double journée de travail) pour se concerter, connaître leurs problèmes spécifiques. Ce sont les branches féminines des syndicats qui mettent en avant les revendications spécifiques des femmes travailleuses : meilleure formation professionnelle, juste salaire, crèches et congés de maternité. Cependant, les femmes n'ont au sein du syndicat qu'une voix consultative, elles étudient les problèmes propres aux travailleuses et les soumettent à la direction syndicale qui en tient plus ou moins compte en vue d'une amélioration du sort des travailleuses, mais nullement pour un changement radical de la situation de la femme dans la société et dans la famille. Cependant, une avant-garde du mouvement revendicatif des femmes travailleuses cherche à ouvrir, au-delà du syndicalisme, une voie nettement révolutionnaire sur le plan économique et culturel.

## II. Les diverses branches du mouvement féministe en Belgique. Leurs affinités et différences.

a) *Celles qui luttent pour prendre place dans la société*, pour y jouer le même rôle que les hommes, obtenir la même participation au pouvoir. De nombreuses organisations féminines professionnelles, culturelles, politiques, ont pour objet la promotion de la femme, c'est-à-dire sa formation, la connaissance et la revendication de ses droits : droits de la femme mariée, avantages sociaux, contraception et avortement, etc. Ces organisations ne sont pas à proprement parler féministes; souvent, elles refusent même cette étiquette, qui leur paraît trop étroite, utopiste et donc de nature à nuire à leur action. Le Centre national des femmes belges, issu du féminisme militant de l'entre-deux-guerres, s'est peu à peu transformé en mouvement de promotion féminine, tandis que de nouveaux groupes militants prenaient la relève. Ces nouveaux groupes raniment la ferveur des anciens, leur permettent d'aborder les points cruciaux tout en se maintenant en deçà des extrémistes, de leurs modes et langages. Ainsi le droit à l'avortement, exprimé d'une manière radicale, libertaire par les mouvements plus anarchisants, a fini par trouver un écho dans toutes les organisations féminines, dans leurs publications et même leurs revendications exprimées.

Depuis un an, existe en Belgique un parti de femmes, le *Parti Féministe Unifié*, dont le premier but est de faire élire des femmes par des femmes et

pour des femmes. Jusqu'à présent en effet, les femmes ne bénéficient pas des votes de préférence qu'elles ont acquis, car les listes électorales sont fabriquées de telle façon que les votes globaux dits « en case de tête » profitent aux quelques hommes qui se trouvent en première, deuxième ou troisième position, les femmes n'étant placées qu'en quatrième, cinquième position ou plus loin encore et ne pouvant ainsi même pas profiter de leurs votes de préférence. Le parti fait siennes toutes les revendications féministes qui concernent les droits civils, politiques et sociaux. Un tel parti rassemblera-t-il un grand nombre de voix aux élections ? Il le pourrait si l'on parvient à accentuer encore le mouvement de solidarité entre les femmes au point que toute femme se sente aussi bien protégée et soutenue par une femme que par un homme. Or, toutes les femmes n'en sont pas là : habituées comme elles sont à considérer l'homme comme protecteur, elles préfèrent encore souvent le coiffeur à la coiffeuse, le dentiste à la dentiste, etc. Cependant, lors des dernières élections, tant législatives que communales, les femmes ont souvent réuni des votes de préférence, mais n'ont pas été élues en proportion, pour la raison citée plus haut et pour d'autres, plus inavouables. Des femmes voteront-elles largement pour un parti qui ne concerne que leurs objectifs à elles ? Un prochain avenir le dira.

Le rôle des femmes, et des féministes surtout, qui participent à la politique est embarrassant, car elles sont tentées d'obtenir ce qui est possible dans l'immédiat pour améliorer la condition des femmes, surtout des plus défavorisées. Elles risquent ainsi d'obtenir à court terme, et pour une certaine catégorie de femmes seulement, des avantages qui font tort à la revendication globale. Un exemple de situation féminine où notre revendication se situe à deux niveaux contradictoires : la pension de veuve entraînant, dans la plupart des cas, la limitation du droit au travail. On sait que qui touche une pension voit ses droits au travail limités *ipso facto*. Ce règlement est particulièrement injuste pour les veuves qui se trouvent, lors de la perte du salaire du père de famille (qui est souvent l'unique salaire) dans une situation familiale absolument catastrophique; ayant donné tout leur temps au travail ménager et éducatif, leur insertion dans la vie professionnelle est très difficile, grevée d'un handicap en partie irrémédiable; la pension devrait donc constituer une réparation à ce préjudice qu'est la profession ménagère exercée gratuitement. Mais, disent les féministes, octroyer cette pension, avec ou sans conditions, n'est-ce pas reconnaître la dépendance de la femme, n'est-ce pas accepter que le travail domestique soit toujours fait par la femme mais non payé ou seulement « payé au pair » à travers le salaire du mari ou, à défaut, par la pension que ce salaire détermine ?

La réglementation du travail de nuit pour les femmes est un autre problème à interprétations variables. S'il fut bénéfique pour les femmes (et pour la santé de la population tout entière) de limiter les horaires de nuit lorsque

femmes et enfants travaillaient douze heures au moins, il n'en va plus de même aujourd'hui. Cette mesure est devenue l'occasion de discriminer les femmes tant pour les emplois que pour les salaires, alors que le temps de travail étant fixé à 8 heures pour tous, il n'est pas *a priori* plus difficile pour des femmes de faire ces huit heures de nuit à l'usine ou à la poste que là où elles les font déjà, par exemple à l'hôpital. Cependant, le problème n'est pas simple : le travail de nuit n'est bon pour personne, loin de l'étendre, il faudrait le supprimer de plus en plus. Est-ce le moment alors d'y astreindre aussi les femmes ? Mais en faire, pour les hommes seulement, une occasion de gagner davantage, n'est-ce pas une manière de le maintenir comme une sorte de promotion ?

Sur ces points et bien d'autres, on s'interroge. En général, les syndicalistes socialistes mettent en avant la notion de chances égales pour les femmes, tandis que les chrétiennes analysent davantage les situations concrètes, les souhaits des femmes concernées, l'épanouissement familial.

b) *Celles qui veulent transformer plus radicalement les mentalités et les modes de vie familiaux et sociaux*, particulièrement en développant des structures égalitaires et collectives favorables à l'épanouissement de tous. La collectivisation des tâches ménagères et surtout éducatives est pour ces féministes la base même de toute émancipation. En multipliant les crèches et en améliorant les conditions de garde éducative des jeunes enfants, ces féministes ont un double objectif :

— permettre à toutes les femmes de travailler contre salaire, l'autonomie financière étant préalable à tout changement dans les rapports de force entre les hommes et les femmes;

— élever tous les enfants avec les mêmes chances de développement intellectuel et affectif. Veiller à donner une éducation où les soi-disant différences entre filles et garçons ne soient plus mises en épingle, montrées comme des oppositions naturelles insurmontables. Le comité d'action « *A travail égal, salaire égal* » qui, comme son nom l'indique, milite en faveur de l'égalité des hommes et des femmes quant au salaire, donc quant à la qualification professionnelle, à l'instruction, aux charges éducatives et familiales, appuie cette revendication. Formé à la suite de la grève des femmes à Herstal, ce comité se compose de travailleuses mais qui font un travail qualifié, souvent intellectuel. Elles sont donc bien placées pour exprimer ce que le travail professionnel a de valorisant pour une femme; ayant elles-mêmes quitté la condition féminine la plus fragile : être dépendante économiquement d'un homme, elles ne sont pas tellement sensibles à la dépendance globale des femmes par rapport aux hommes, elles ont au contraire la conviction que l'indépendance économique entraînera les changements psychologiques nécessaires à l'intégration réelle des femmes dans tous les rouages de la société.

c) *Celles qui pensent que la lutte des femmes, qui est une lutte contre les*

*opresseurs, fait partie de la lutte des classes.* Oui, disent certaines, toutes les luttes qui affaiblissent ou fissurent le pouvoir oppresseur font partie de la lutte des classes. Aussitôt surgit un problème : comment situer les femmes qui font partie de la classe exploitante, les femmes de patrons, patrons elles-mêmes, etc. ? Il y a des femmes bourgeoises qui, toutes féministes qu'elles soient, ne sont nullement prêtes à abandonner leurs privilèges. A quoi on peut répondre que, ces privilèges, elles ne les possèdent pas réellement : un caprice de leur maître et seigneur peut les en déposséder du jour au lendemain. Il existe cependant quelques femmes qui ont accédé aux privilèges par leurs propres forces; reste le terrain sentimental et sexuel où tôt ou tard elles sont forcées de s'avouer vaincues, mises en pièces. Il est donc difficile de dire que les femmes forment entre elles une classe révolutionnaire; mais on peut les amener, sur un objectif qui les concerne toutes, par exemple la liberté de l'avortement, à adopter une attitude commune et radicale.

Cependant, certaines féministes veulent intégrer la lutte des femmes à la lutte des classes. Ce sont pour la plupart des travailleuses intellectuelles qui se joignent à la revendication ouvrière. Leur lutte se veut globale, elle se situe à gauche des mouvements syndicalistes qu'elles dénoncent à la fois comme trop timides et trop peu tournés vers les revendications propres aux femmes. Empruntant leur nom à des pionnières de la lutte ouvrière féminine, les « Marie Mineur », les « Dolle Mina » regroupent des travailleuses ouvrières et intellectuelles; les premières disent l'expérience ouvrière et ses lieux de lutte; les secondes s'efforcent d'ouvrir les yeux des premières à propos de l'aliénation culturelle et familiale. Ainsi, lorsque arriverait la révolution socialiste, les femmes seraient en mesure de faire leur propre révolution, d'être socialisées par elles-mêmes et pas seulement par idéologie interposée, d'acquérir à leur manière, la Liberté, l'Egalité, la Fraternité.

d) Enfin, *celles qui s'attaquent directement à l'ordre sexuel et familial.* C'est le mouvement le plus récent (il n'a pas 3 ans), venu d'Amérique, à travers les *Dolle Mina* de Hollande (révolutionnaires culturelles à l'époque, plus politisées aujourd'hui) et le *Mouvement de libération des femmes*, de Paris.

En Belgique, le *Front de libération des femmes* lutte pour une transformation culturelle radicale de la société : plus de rôles spécifiques, ni de hiérarchie familiale, ni de pouvoir non partagé. Une branche plus radicale encore s'en différencie, qui se nomme M.L.F. et suit un des courants du M.L.F. de Paris : prendre le pouvoir aux hommes, ou encore : se passer d'eux. Des groupes plus récents, plus timides ou plus patients, se situent dans l'optique de la transformation des mentalités, préalable à tous les changements; ils s'appellent « *Groupes de prise de conscience* », « *Femmes de la Journée F* », etc.

L'ordre familial, l'ordre économique, l'ordre politique sont bâtis sur le

même modèle. Dans la famille, l'homme a tous les droits, il a aussi la force, la compétence, l'argent, l'autorité : tout cela dans les mains d'un seul qui ainsi domine brutalement — ou poliment — le reste de la famille, à commencer par sa femme. Ainsi en est-il de tous les pouvoirs : brutaux ou démocratiques (?), ils sont dans les mains de quelques-uns qui asservissent les autres jusqu'à les rendre inconscients de leur propre sort. C'est pourquoi, le premier pas vers le féminisme est la prise de conscience de l'aliénation spécifique. Pour hâter cette prise de conscience, pour la rendre massive, certaines actions spectaculaires, choquantes, vulgaires (comme disent les femmes que cela impressionne) sont nécessaires. Parodier la fête des mères, c'est une manière choquante mais peut-être nécessaire pour rappeler que cette reine du foyer en est avant tout l'esclave. Quant au fait de la vulgarité de certaines expressions féministes (la chose fut reprochée à l'occasion de la parution du *Petit Livre Rouge des Femmes*), celle-ci n'est que la confirmation de la façon réellement vulgaire dont les femmes sont traitées, c'est-à-dire touchées, plaisantées, décrites, dessinées par les hommes. Parler de sexe est vulgaire pour une femme ... mais indispensable pour une féministe qui veut aider sa sœur à sortir du carcan, dont le silence obligé à cet égard n'est qu'un des aspects. Tant que la vie sexuelle est basée sur l'opposition suivante : l'un a quelque chose qui manque à l'autre (et c'est pourquoi l'autre doit subir et se taire), la vie familiale risque de n'être qu'un mauvais marché : l'homme possède le pénis et l'argent (qui ensemble constituent le pouvoir phallique); la femme reçoit occasionnellement le bénéfice de ces deux objets, en échange de quoi elle livre inconditionnellement son corps, son temps, sa peine et son cœur. Faut-il aller jusqu'à se faire lesbiennes pour prouver que rien ne nous manque ? Oui, peut-être est-il nécessaire que quelques-unes s'affirment de la sorte pour encourager les autres femmes à marquer leur autonomie et en même temps montrer aux hommes que leur prétention est pour le moins peu fondée.

On le comprend sans peine, la lutte sur le terrain du langage sexuel est, au départ, le fait d'intellectuelles ou, du moins, de femmes qui se sentent culturellement assez libres pour s'attaquer aux rôles traditionnels dans ces domaines. Mais en même temps les possibilités contraceptives ainsi que la poussée actuelle vers le bonheur érotique favorisent un changement de mentalité dans toute la population féminine. Nous pouvons ici tirer parti de ce que les hommes ont inventé pour eux-mêmes, en tirer les conséquences qui nous concernent. Lorsque les hommes ont mis la pilule sur le marché, ils n'avaient pas en vue l'émancipation sexuelle de la femme, mais une planification plus aisée des naissances. Ils ont été très surpris, choqués même, quand ils ont compris que cette méthode contraceptive efficace allait en même temps devenir pour nous un moyen d'autonomie.

Il ne s'agit pas seulement pour nous d'avoir moins peur d'être enceinte et

donc de subir la vie sexuelle avec moins d'angoisse, mais c'est tout un champ de liberté qui s'ouvre et qui met par terre les rôles habituels tant sexuels que familiaux. Ni le mariage ni la fidélité ne nous sont plus imposés par peur de la grossesse; nous pouvons dès lors y introduire nos propres choix, nos conditions. Cette autonomie sexuelle continue à faire peur aux hommes et à bien des femmes; elle est ressentie comme un « égoïsme monstrueux » alors qu'elle ne fait que nous rendre sur ce point semblables aux hommes, ayant les mêmes choix à faire qu'eux.

Il n'en reste pas moins que militer contre l'ordre familial, contre son système hiérarchique (où l'un a pouvoir sur l'autre parce que cet autre est faible ou rendu faible), c'est se rendre impopulaires, même et surtout aux femmes, qui n'ont pas encore compris qu'elles cherchent dans le mariage une sécurité mal fondée et donc souvent illusoire, de même qu'un homme croit trouver sa sécurité dans l'entreprise qui l'exploite.



Les diverses branches du mouvement féministe poursuivent des buts qui ne coïncident pas (notamment au sujet de la transformation de la société) mais qui ne s'opposent pas non plus. Le féminisme critique la société telle qu'elle est. Le féminisme est contre le pouvoir tel qu'il s'exerce actuellement. Le féminisme croit dans les femmes, sauf en celles qui se désolidarisent de leurs sœurs pour se faire accepter parmi les hommes. La lutte des sexes n'est pas une lutte des femmes contre les hommes mais une lutte pour abolir la domination d'un sexe par l'autre. Une fois cette domination extirpée, un certain féminisme se déclarera peut-être satisfait, mais cette tranquillité sera éphémère car les autres féministes continueront la lutte avec l'humanité opprimée jusqu'à ce que des rapports d'équité s'instaurent universellement. Les hommes ont appelé suffrage universel celui des hommes. Les femmes appellent justice universelle celle qui reconnaît toutes les femmes et tous les hommes.

Marie Denis.

#### **Quelques adresses :**

A Travail Egal, Salaire Egal, rue Véronèse 63 - 1040 Bruxelles — tél. : 02/35.28.74.

Front de libération des femmes, rue du Bourdon 75 - 1180 Bruxelles — tél. : 02/76.12.65.

Mouvement de libération des femmes, Vieilles Halles aux Blés 49 - 1000 Bruxelles — tél. : 02/13.57.91.

Parti Féministe Unifié, av. du Nouveau Rhode 4 - 1640 Rhode-St-Genèse — tél. : 02/58.06.04.

Marie Mineur du Hainaut, allée du Château 20 - 6510 Morlanwelz-Marie-mont — tél. : 064/269.81.

Marie Mineur de Bruxelles, av. des Nations Unies 43 - 1410 Waterloo — tél. : 02/54.18.14.

Femmes de demain, av. Claire 45 - 1410 Waterloo — tél. : 02/54.09.13.

Groupe Féministe de Liège, rue de Harlez 30 - 4000 Liège — tél. : 04/52.07.78.

Lesbiennes radicales, rue de l'Inquisition 18 - 1040 Bruxelles — tél. : 02/36.78.20.

Groupes de prise de conscience, coordination par tél. : 02/40.09.36 (mardi matin).

*Et ta Sœur ?*, publication du F.L.F., rue de la Magnanerie 27 - 1180 Bruxelles — tél. : 02/76.63.86.

*Cahiers du Gris*, revue du Groupe de recherche et d'information féministes, rue Henri van Zuylen 59 - 1180 Bruxelles — tél. : 02/74.97.04. Permanence : tous les jeudis de 14 h. 30 à 17 h.

Téléphone inter-féministe, 02/40.09.36 (le mardi de 9 h. à 13 h.).